

baissé de 1 p. 100 environ au regard d'une avance de 3 p. 100 au cours de la période correspondante de 1956. Les prix des matières brutes et des marchandises partiellement fabriquées de même que ceux des matières industrielles ont baissé, respectivement, de 5 et 7 p. 100 durant la période; ils avaient augmenté de 2 et 3 p. 100 durant la même période un an plus tôt. Les marchandises entièrement ou principalement fabriquées ont avancé de 1 p. 100 entre la fin de 1956 et le quatrième trimestre de 1957 au regard de 4 p. 100 durant la même période l'année précédente. Du troisième au quatrième trimestre de 1957, l'indice des prix de gros a fléchi de 1 p. 100 environ. Les répercussions de tels changements sur les prix de gros se reflètent dans l'évaluation des stocks par l'entreprise. On estime que pour les besoins des Comptes nationaux, la rectification apportée à la valeur des stocks ne s'est élevée qu'à environ 60 millions de dollars pour l'année 1957 au regard de 260 millions en 1956.

#### ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE NATIONALE BRUTE

Les dépenses personnelles de consommation se sont élevées à 19,768 millions de dollars en 1957, soit de près de 6 p. 100 au regard de 1956. Toute l'augmentation va aux services et aux biens non durables; les achats de biens durables sont demeurés stables. La majeure partie de l'augmentation de la dépense totale tient à la hausse des prix dans le secteur de la consommation. L'augmentation modeste du volume réel de la consommation en 1957 vient en contraste avec les augmentations marquées des deux années précédentes; par habitant, la consommation réelle a fléchi légèrement, la première fois depuis 1950-1951.

Les achats de non-durables ont augmenté d'environ 5 p. 100, les aliments, les boissons alcooliques, le tabac et l'essence se partageant les plus forts gains. Les achats de vêtements ont été un peu plus forts. Les prix des non-durables ont été en moyenne de près de 3 p. 100 plus élevés qu'en 1957, résultat principal de la hausse des aliments, de sorte que, dans la même mesure, la consommation réelle a été plus basse que les chiffres de la valeur ne l'indiquent.

Les achats de durables ont été stables en 1957. L'ameublement a été la seule catégorie à enregistrer quelque augmentation. Les achats d'accessoires et d'appareils de radio ont été à peu près les mêmes qu'en 1956. En termes absolus, les achats de durables en 1957 ont été d'environ 3 p. 100 inférieurs au niveau de l'année précédente.

A ce propos, il est intéressant de remarquer que le crédit du consommateur dans les livres des sociétés de crédit n'a augmenté que de 3 p. 100 en 1957 au regard de 26 p. 100 en 1956 et 22 p. 100 en 1955, deux années où les achats de biens durables ont été volumineux et à la hausse.

La dépense des consommateurs en services a augmenté de 9 p. 100, tous les groupes participant à l'augmentation et le logement enregistrant l'une des plus fortes, ce qui reflète les nouvelles habitations ajoutées à celles qui existaient déjà et la hausse des loyers. La dépense en services personnels et en soins médicaux a sensiblement augmenté. La hausse des prix, environ 4.5 p. 100, a été très prononcée dans le secteur des services.

#### DÉPENSE DES GOUVERNEMENTS EN BIENS ET SERVICES

Les dépenses des gouvernements en biens et services ont totalisé 5,612 millions en 1957, soit une avance de 7 p. 100 sur 1956 qui tient surtout à l'augmentation des dépenses provinciales et municipales. La majeure partie de l'augmentation aux trois échelons dépend des dépenses plus élevées en salaires et en constructions.

#### FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE DES ENTREPRISES

En 1955 et 1956, la demande mondiale toujours plus élevée de produits des industries extractives du Canada a encouragé une vigoureuse expansion de la capacité de production. L'expansion a surtout porté sur les industries qui fournissent des matières premières et s'est propagée aux industries productrices de combustibles et d'énergie et aux transports. La réalisation d'un nombre exceptionnellement considérable de projets d'investissement a donc commencé en ces deux années. En 1957, les dépenses des entreprises en installations